



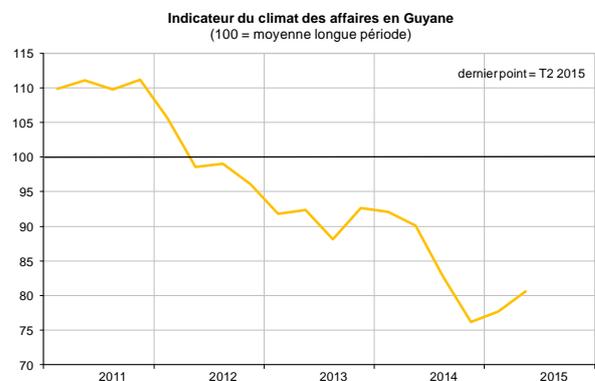
Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

Nouveau redressement de l'indicateur du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit sa progression au deuxième trimestre de l'année 2015 (+2,9 points) pour s'établir à 80,6 points. Il se situe néanmoins à 19,4 points en deçà de sa moyenne de longue période. Ce redressement s'explique par la progression de la composante passée (+1,9 point), traduisant ainsi l'opinion favorable des chefs d'entreprise sur leurs délais de paiement et les prix. Même si elle ralentit par rapport au trimestre précédent, la composante prévisionnelle reste positive (+1,0 point contre 3,4 points au deuxième trimestre) en raison des anticipations favorables des chefs d'entreprise vis-à-vis de leur activité et des prix.



Toutefois, même s'ils n'envisagent pas d'investir à l'horizon d'un an, l'investissement au deuxième trimestre a sensiblement progressé.

T
E
N
D
A
N
C
E
S

SITUATION ÉCONOMIQUE AU SURINAME

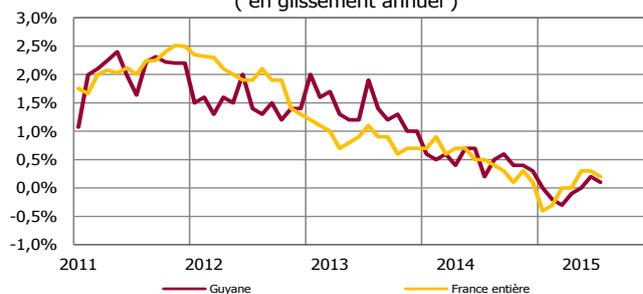
Le 14 juillet 2015, lors de son discours d'investiture, le président Désiré Delano Bouterse a annoncé au Parlement que le Suriname devrait bientôt connaître une lourde période de récession en raison notamment de la baisse du prix des matières premières. Les prix des biens de consommation devraient continuer d'augmenter et le pays risque une dévaluation de sa monnaie. Selon le bureau des statistiques du Suriname qui relève chaque mois les changements de prix de 297 produits dans 400 magasins du pays, les prix à la consommation ont déjà augmenté de 5,2 % entre juin 2014 et juin 2015. De plus, le gouvernement s'est endetté à hauteur de 6 milliards de SRD (dollar surinamais) soit un peu plus de 1,6 milliard d'euros, en majeure partie envers les fournisseurs de services. La forte diminution des revenus résultant de la chute des prix de l'or et du pétrole sur le marché international, est à l'origine de l'accroissement de la dette publique. La réserve de l'État est passée en juin à 503,9 millions de dollar US (453 millions d'euros), largement en dessous du seuil de tolérance fixé à 600 millions de dollar US. Par ailleurs, l'État a décidé d'augmenter ses tarifs d'eau et d'électricité, de réduire les salaires des fonctionnaires sans que ceux-ci aient la possibilité d'effectuer des heures supplémentaires. A ces contraintes s'ajoute une hausse du prix du carburant.

Légère hausse des prix

En juin 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse de 0,5 % sur le trimestre contre -0,5 % au trimestre précédent. Hormis les prix des produits manufacturés (-0,1 %), l'ensemble des prix est en hausse, en particulier ceux de l'énergie (+1,0 %) et ceux des produits de l'alimentation (+0,9 %).

Sur un an, l'indice des prix à la consommation croît de 0,2 % au cours du deuxième trimestre, principalement tiré par les services (+1,2 %). alors qu'il était en baisse au trimestre précédent (-0,3 % sur un an),

Evolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



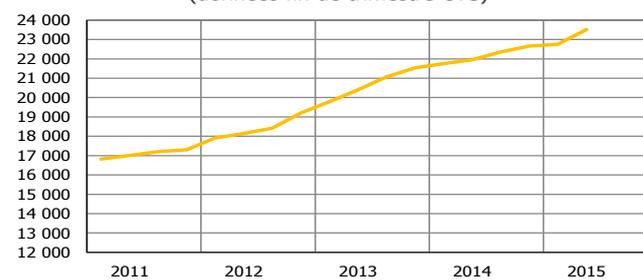
Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Un marché du travail toujours maussade

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A affiche une nouvelle hausse de 2,2 % (CVS) au deuxième trimestre 2015. Le nombre total de personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an progresse significativement en glissement annuel (+7,3 %). En parallèle, on observe un accroissement du nombre d'allocataires (+3,3 %).

Tout comme au début de l'année 2015, les offres d'emploi collectées s'inscrivent une nouvelle fois en baisse pour le deuxième trimestre 2015 (-15,5 % contre -13,2 % au premier trimestre). Cette diminution trouve son origine dans la contraction importante du nombre d'offres d'emploi durables (-22,9 %).

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM A)
(données fin de trimestre CVS)



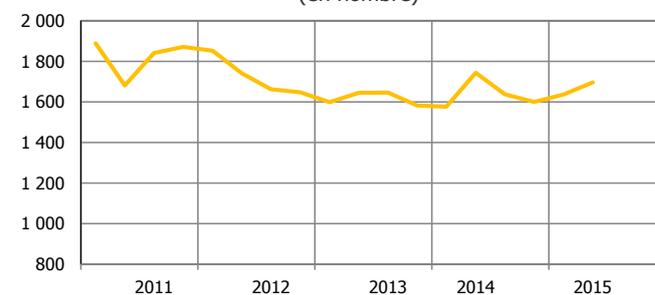
Source : Pôle emploi / Dieccte

Fragilité de la consommation des ménages

La consommation des ménages s'inscrit sur une tendance baissière au deuxième trimestre. En effet, les importations de biens de consommation enregistrent une baisse de 1,5 % (CVS) et celles des biens d'équipements électriques et ménagers diminuent de 2,1 % (CVS). Les ventes de véhicules de tourisme pour leur part se contractent de 2,5 % (CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont contrastés. On observe simultanément, par rapport au trimestre précédent, une légère baisse du nombre de personnes physiques faisant l'objet d'une interdiction bancaire (-0,5 % sur le trimestre), et une progression de 10 % du nombre de retraits de cartes bancaires.

Ventes de véhicules de tourisme neufs
(en nombre)



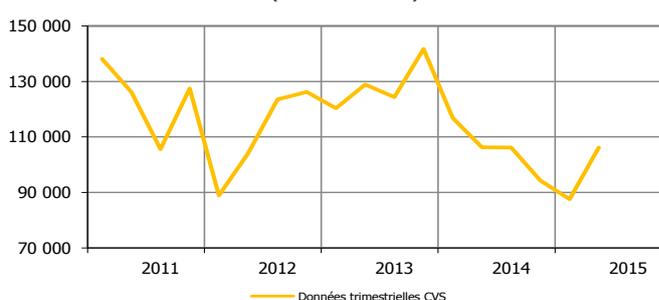
Sources : Somafi, CVS/CJO Iedom

Sursaut de l'investissement des entreprises

L'évolution des indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises révèle une meilleure situation par rapport au trimestre précédent. Les importations de biens d'équipement bondissent de 21,4 % (CVS) après avoir observé une baisse de 6,7 % (CVS) au trimestre précédent, et les ventes de véhicules utilitaires progressent de +5,2 % (CVS). Par ailleurs, les créations d'entreprises s'accroissent de +2,6 % (CVS) après avoir chuté de 7,6 % (CVS) au début de l'année.

Malgré des indicateurs plutôt favorables, les prévisions d'investissement à un an formulées par les chefs d'entreprise sont peu rassurantes. En effet, hormis le secteur primaire et les industries agroalimentaires qui envisagent d'investir d'ici un an, les perspectives d'investissement des autres secteurs demeurent une nouvelle fois mal orientées, plus particulièrement pour les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie.

Importations de biens d'équipement
(en milliers d'€)

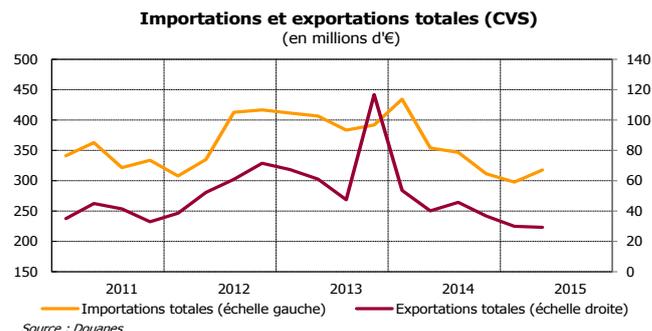


Source : Douanes

Des échanges extérieurs contrastés

Les exportations demeurent en retrait (-3,7 % CVS), mais se dégradent moins que lors des deux précédents trimestres (-11,0 % et -26,7 % CVS respectivement pour le premier trimestre 2015 et le quatrième trimestre 2014). Cette tendance s'explique par la hausse des postes relatifs aux produits métallurgiques et métalliques d'une part, et des produits des industries agroalimentaires d'autre part.

Après avoir été en retrait durant quatre trimestres successifs, les importations se sont redressées au deuxième trimestre 2015 (+7,1 % CVS). Ce rebond trouve s'explique par la hausse des postes correspondants aux produits chimiques, parfums et cosmétiques, aux produits informatiques, électroniques et optiques ainsi qu'au poste matériels de transport.



BONNE TENUE DES SECTEURS SPATIAL, AURIFÈRE ET AGROALIMENTAIRE

Au cours du deuxième trimestre 2015, le bilan de la filière animale est mitigé. Les importations de bovins et de porcins progressent (respectivement +2,3 % et 13,1 %, CVS) alors que les abattages sont en retrait (soit -6,6 % pour les bovins et -4,6 % pour les porcins, CVS).

Dans le secteur de la pêche, les exportations de crevettes progressent significativement au deuxième trimestre 2015 (+106,5 % en CVS) alors que les exportations de poissons sont en net retrait (-24,3 % en CVS).

L'activité du secteur des industries agroalimentaires demeure bien orientée depuis le début de l'année puisque les exportations progressent de 14,3 % (CVS) après avoir déjà connu une croissance de 30,4 % (CVS) au précédent trimestre.

Selon l'enquête de conjoncture menée par l'Iedom, les chefs d'entreprise du **secteur primaire et des industries agroalimentaires** jugent leur activité bien orientée au deuxième trimestre et anticipent une progression dans les prochains mois. En parallèle, ils maintiennent leurs intentions d'investir à l'horizon d'un an.

Avec trois lancements et la mise en orbite de cinq satellites au deuxième trimestre, l'**activité spatiale** reste en progression en glissement annuel et s'accélère par rapport au trimestre précédent (pour rappel, deux tirs avaient été effectués et trois satellites lancés). Cette activité devrait rester soutenue d'ici les prochains mois puisque les objectifs de lancement affichés sont de l'ordre de 11 à 12 tirs sur l'ensemble de l'exercice 2015.

Malgré un recul du cours de l'once d'or au deuxième trimestre 2015 (-2,2 % en CVS), les exportations du **secteur aurifère** repartent sensiblement à la hausse. Les exportations en volume et en valeur croissent en effet respectivement de 46,3 % (CVS) et de 15,1 % (CVS).

De manière générale, les chefs d'entreprise relevant **des industries** hors agroalimentaire considèrent toutefois que leur activité est mal orientée. Bien que le poids des charges se réduise, leur trésorerie continue de se détériorer et leurs délais de paiement se rallongent. Leurs perspectives d'investissement à un an progressent mais demeurent dégradées.

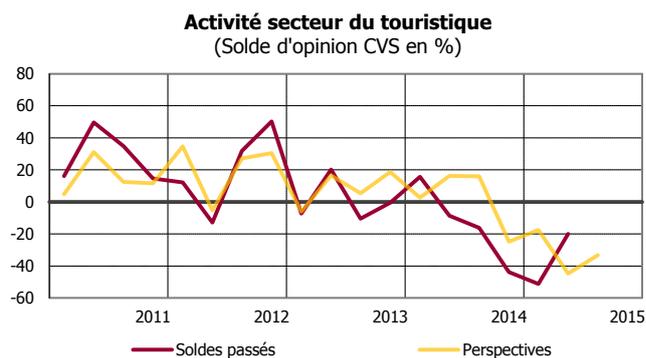


Dans le **secteur de la construction**, l'activité se dégrade au deuxième trimestre. En effet, les ventes de ciment (hors filler, liant et big bag) évoluent une nouvelle fois à la baisse à -9,3 % (CVS) après avoir déjà enregistré un recul de 7,3 % (CVS) au premier trimestre. Les professionnels sont affectés par un niveau de trésorerie qu'ils jugent insuffisant et ce, en dépit de la réduction des délais de paiement et des charges. Cette situation pèse sur les anticipations des chefs d'entreprise quant à l'évolution de leur activité dans les prochains mois.

Pour le deuxième trimestre de l'année 2015, le courant des affaires du **secteur du commerce** reste mal orienté et les prévisions d'activité sont peu optimistes. Les chefs d'entreprise jugent que leur trésorerie s'est améliorée au deuxième trimestre mais considèrent toutefois que les délais de paiement restent trop élevés. Par ailleurs, ils sont également moins nombreux qu'au précédent trimestre à souhaiter investir d'ici les douze prochains mois.

Depuis quatre trimestres consécutifs, l'activité du **secteur des services marchands** se fragilise un peu plus. La réduction des délais de paiement et du poids des charges ne permettent pas rétablir la trésorerie. Les chefs d'entreprise n'anticipent pas d'amélioration de leur activité au troisième trimestre et n'envisagent pas d'investir d'ici les douze prochains mois.

L'enquête de conjoncture révèle une opinion plutôt pessimiste des chefs d'entreprise du **secteur touristique** quant à l'orientation de leur activité et de leur trésorerie. Dans ce contexte jugé peu propice aux affaires, leurs prévisions d'investissement déclinent nettement. De même, les prévisions d'activité pour le prochain trimestre témoignent de leur inquiétude.



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE CROISSANCE À PLUSIEURS VITESSES

Selon les prévisions du FMI révisées en juillet 2015, la croissance de l'économie mondiale devrait rester globalement modérée en 2015 (+3,3 % après +3,4 % en 2014 et 2013), avec une hausse progressive dans les pays avancés et un fléchissement dans les pays émergents et les pays en développement. L'inflation semble avoir atteint un point bas et remonter légèrement dans de nombreux pays avancés, mais l'impact des facteurs désinflationnistes au premier semestre de 2015 a été plus vigoureux que prévu, en particulier aux États-Unis.

Aux États-Unis, après le fléchissement inattendu de l'activité au premier trimestre 2015, le PIB s'est accru de 0,6 % au deuxième trimestre. La demande intérieure est toujours soutenue par la croissance des salaires, la situation favorable sur le front de l'emploi, le bas niveau des taux d'intérêt et l'amélioration du marché immobilier. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,1 % en 2015, après 2,4 % en 2014.

En zone euro, la reprise semble plus ou moins en bonne voie, parallèlement à une légère remontée de l'inflation. Le PIB a progressé de 0,3 % au deuxième trimestre 2015, après +0,4 % au premier trimestre 2015. L'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, les faibles taux d'intérêt et l'affaiblissement récent de l'euro, portant la croissance annuelle à +1,5 %, après 0,8 % en 2014 et -0,4 % en 2013.

Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 14 août 2015, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2015, après une hausse de 0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a fortement ralenti, tandis que l'investissement des ménages a une nouvelle fois diminué ; l'investissement des entreprises a crû faiblement. Le commerce extérieur a quant à lui été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI prévoit toujours une croissance de 1,2 % pour la France en 2015 (après +0,2 % en 2014).

Au Japon, après une année 2014 décevante, un affermissement de la croissance est attendue en 2015 (+0,8% après -0,1% en 2014). En réponse à la dégradation de la situation économique à court terme (ralentissement des importations et de la consommation d'électricité, recul des exportations et de l'investissement dans l'industrie, déflation), les autorités chinoises ont décidé en août 2015 de déprécier de quelques points le taux de change du RMB. La transition à un nouveau modèle de croissance en Chine est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent les turbulences récentes. Le FMI a maintenu sa prévision d'une croissance du PIB de 6,8 % en 2015.

Compte tenu de la conjonction d'un certain nombre de facteurs conjoncturels (baisse des prix des produits de base et durcissement des conditions de financement) et structurels (rééquilibrage de l'économie chinoise et instabilités géopolitiques), le moindre dynamisme des pays émergents et en développement devrait se confirmer (+4,2 % prévu en 2015, après +4,6 % en 2014).

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Achevé d'imprimer : 23 septembre 2015 – Dépôt légal : Septembre 2015 – ISSN 1952-9619